

# Covid: le gouvernement s'interroge sur un éventuel durcissement des mesures

Paris, 4 nov. 2020 (AFP) -

Faudra-t-il encore durcir les mesures face à une épidémie de Covid-19 toujours galopante ? Près d'une semaine après la mise en place d'un reconfinement, le gouvernement s'apprête à faire le point jeudi, après une série de couacs autour de cette mesure.

Près de 400 décès (394) à l'hôpital ont été enregistrés mercredi, faisant grimper le nombre de morts depuis le début de l'épidémie à 38.674.

Indicateur de la pression sur le système hospitalier, que le confinement vise à limiter, le nombre de patients en réanimation a franchi la barre des 4.000, pour quelque 6.400 lits disponibles actuellement (mais aussi pour d'autres pathologies). Un niveau qui devrait être relevé à 7.500 d'ici la fin de la semaine puis à 10.500, a précisé le gouvernement.

Le président de la République a "rappelé la gravité de la situation qui continue de se dégrader avec des services de réanimation de plus en plus proches de la saturation, avec un patient hospitalisé en raison du Covid toutes les 30 secondes en France" et a appelé "à la responsabilité et la mobilisation absolue de chacune et de chacun", a déclaré le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal.

"J'espère sincèrement que le confinement tel qu'il a été mis en place nous permettra d'enrayer l'épidémie et de ne pas avoir à poser la question", a affirmé le ministre de la Santé Olivier Véran, entendu mercredi après-midi par la mission d'information de l'Assemblée sur la gestion de l'épidémie.

- "Bazar" et "cacophonie" -Le Premier ministre Jean Castex a défendu devant le Sénat des décisions "adaptées et cohérentes", assurant avoir "tiré les conséquences" du confinement du printemps pour l'actuel, notamment en ce qui concerne les grandes surfaces et les écoles.

Mais des mesures plus restrictives sont d'ores et déjà étudiées, dont un possible "couvre-feu" à Paris ou en Ile-de-France, qui compte plus de 1.000 patients du Covid en réanimation, selon le directeur de l'ARS, Aurélien Rousseau.

M. Attal avait annoncé prématurément mardi l'imposition de cette mesure. Un couac retentissant qui a succédé à la polémique et aux volte-face gouvernementales sur l'ouverture des commerces - de proximité ou grande distribution, puis produit par produit.

L'impression de désordre a été encore renforcée par un imbroglio à l'Assemblée nationale, où les oppositions ont réussi dans la nuit de mardi à mercredi à limiter à mi-décembre la prolongation de l'état d'urgence sanitaire, que le gouvernement voulait étendre à mi-février.

Or, c'est précisément ce régime d'exception qui permet de restreindre drastiquement les déplacements ou confiner la population. Mais les députés de la majorité se sont retrouvés en minorité sur les bancs.

Le ministre de la Santé a fait interrompre l'examen du texte, qui devrait finalement être voté samedi.

Des voix s'élèvent en tout cas pour un durcissement des mesures face à la résurgence épidémique, comme Gilles Pialoux, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Tenon à Paris, qui s'est dit "consterné" par un confinement "complètement light".

- "Plus strict" -Ou Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France, qui appelle à un resserrement de la vis "si les chiffres ne s'améliorent pas". Position partagée par le maire de Nice Christian Estrosi, qui plaide mercredi dans Le Parisien pour "un confinement plus strict" si la courbe ne s'inverse pas d'ici une semaine.

Les mesures dans l'Education nationale, dont les établissements restent ouverts contrairement au premier confinement du printemps, sont également contestées, par les collectivités ou syndicats qui les jugent difficilement applicables, comme par des élèves qui les dénoncent comme pas assez protectrices.

Dans la foulée du Conseil de défense, le Conseil des ministres a aussi examiné le projet de budget rectifié pour 2020, qui entérine une récession plus importante que prévu et prévoit 20 milliards d'euros de dépenses



supplémentaires.

Pour cette quatrième loi de finances rectificative depuis le début de la crise, le gouvernement a revu à la hausse l'impact de l'épidémie de Covid-19 sur l'économie, avec contraction du PIB de 11%, contre un recul évalué à 10% dans la précédente prévision de septembre.

En cause justement: le reconfinement, initialement prévu pour un mois, et qui va faire replonger l'activité et grever le rebond enregistré au troisième trimestre après la sortie du premier confinement.

Et la nouvelle prévision de récession "suppose" d'ailleurs que ce nouveau confinement dure plus d'un mois, a estimé le Haut conseil des finances publiques.

bur-so/may/pcl/dlm

Afp le 04 nov. 20 à 21 30.